

Mozambique occupe une position stratégique par rapport aux États enclavés de la ligne de front. C'est pourquoi le Commonwealth a créé en faveur de ce pays un fonds spécial d'aide technique, et il est déterminé à mettre en place une infrastructure qui soit sûre, ce qui comprend la remise en état du réseau de transport et des mesures pour en assurer la protection. Chaque pays décidera de sa contribution, le Canada s'étant engagé, pour sa part, à consacrer 20 millions \$ à la reconstruction de la ligne ferroviaire vitale de Limpopo.

Le mandat du Comité des ministres des Affaires étrangères est d'une portée considérable. Il nous permettra de maintenir la pression sur l'Afrique du Sud et il encouragera les opposants à l'apartheid. Il renforcera le rôle joué par le Commonwealth en faveur du changement et du dialogue. Le Canada contribuera aux travaux du Comité par tous les moyens à sa disposition. Tous les membres de la Chambre conviennent de la nécessité de mettre un terme à l'apartheid. Le gouvernement, quant à lui, a la conviction qu'il est possible d'y parvenir et d'instaurer un meilleur système. Cela suppose, bien sûr, que des pays comme le Canada continuent d'exercer un leadership semblable à celui dont le premier ministre a fait preuve à Vancouver. Il ne devrait faire aucun doute aux yeux de l'Afrique du Sud que, si les autres mesures échouent, le Canada rompra toutes ses relations économiques et diplomatiques avec elle. Nous ne le ferions qu'en dernier ressort, après avoir épuisé tous les autres recours. Tant le gouvernement de l'Afrique du Sud que les adversaires de l'apartheid devraient également savoir que le Canada entend continuer de mobiliser ses ressources et d'user de son influence afin de maintenir des pressions constantes et son rôle de leader dans la lutte contre l'apartheid et la violence qui en découle.